

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 3 AVRIL 1924.

Projet de loi

**approuvant le mandat conféré à la Belgique sur le territoire
du Ruanda-Urundi.**

EXPOSÉ DES MOTIFS

MESSIEURS,

Le 30 mai 1919, Lord Milner, Secrétaire d'Etat des Colonies Britanniques, et M. Orts, Ministre plénipotentiaire de Sa Majesté le Roi des Belges, signèrent la déclaration suivante :

« Les soussignés ont l'honneur de soumettre au Conseil Suprême des Alliés »
» la proposition suivante concernant l'attribution de mandats d'administration »
» sur les territoires de l'Est-Africain allemand.

» La Belgique exercera le mandat d'administration de la partie de l'Est- »
» Africain allemand qui s'étend à l'Ouest de la limite indiquée en rouge sur la »
» carte ci-jointe.

» La Grande-Bretagne exercera le mandat sur les parties de la même Colonie »
» qui ne sont pas attribuées à la Belgique. »

A cette déclaration était jointe une description de la frontière marquée sur la carte à laquelle il était fait allusion. Cette description était ainsi conçue :

« Du point où la frontière entre le Protectorat de l'Uganda et l'Afrique »
» Orientale allemande coupe la rivière Mavumba, dans la direction du Sud-Est, »
» une ligne droite aboutissant à la côte (1640) à 15 kilomètres environ au »
» S.-S.-O. du Mont-Gabiro.

» De là, une droite dans la direction du Sud, jusqu'à la rive Nord du Lac »
» Mohasi, où elle aboutit en un confluent de rivière situé à 2^k.5 environ, à »
» l'Ouest du confluent de la rivière Msilala.

» Si le tracé du chemin de fer de l'Ouest de la rivière Kagara entre le Bugufi »
» et l'Uganda s'approchait de la ligne définie ci-dessus, à moins de 16 kilomètres, »
» la frontière serait reportée vers l'Ouest suivant une ligne à une distance »
» minima de 16 kilomètres du tracé, sans toutefois dépasser à l'Ouest la droite

» qui joint le point d'aboutissement au lac Mohasi au sommet du Mont Kivisa
» (2,100) sur la frontière Uganda-Afrique Orientale allemande, à 5 kilomètres
» environ au Sud-Ouest du point où la rivière Mavumba coupe cette frontière.
» De là une ligne dans la direction du Sud-Est jusqu'à la rive Sud du Lac
» Mohasi.

» De là, la ligne de séparation des eaux des rivières Taruka et Mkarange,
» prolongée, vers le Sud, jusqu'à la pointe Nord-Est du Lac Mugesera.

» La ligne médiane du Lac Mugesera prolongée vers le Sud à travers le Lac
» Seage jusqu'à la Kagera.

» De là le cours de la Kagera en aval jusqu'à son point de rencontre avec la
» limite occidentale du Bugufi.

» De là cette limite jusqu'à son point de rencontre avec la limite orientale de
» l'Urundi.

» De là, la limite orientale et méridionale de l'Urundi jusqu'au lac Tanganyka. »

Le 21 août suivant, le Conseil Suprême, usant du droit que lui donnait l'article 119 du Traité de Versailles, accéda à la demande qui lui était présentée.

Les négociations entre les Puissances Alliées et le Conseil de la Société des Nations pour la rédaction des termes des mandats d'administration des anciennes colonies allemandes prirent un temps assez long.

Ils ne furent définitivement arrêtés qu'en juillet 1922 et le Conseil de la Société des Nations les ratifia dans la session qu'elle tint à Londres à cette époque.

Le Secrétaire Général de la Société notifia au Gouvernement du Roi le texte définitif du mandat attribué à la Belgique par une lettre en date du 23 septembre suivant.

La frontière est du territoire du Ruanda-Urundi, telle que l'avait déterminée l'accord Orts-Milner ne tarda pas à apparaître défectueuse. En vue de la construction d'une voie ferrée destinée à relier l'Uganda au Tanganyika Territory, suivant, en partie, un tracé déjà étudié par les Allemands, Lord Milner avait obtenu d'incorporer au territoire à mandat britannique la partie Est du Ruanda, appelée communément « Kissaka ».

C'était une région d'une étendue restreinte. Le Ruanda avait déjà subi antérieurement des mutilations non moins importantes et la population s'en était accommodée. Mais le Kissaka présentait pour celle-ci un intérêt plus particulier. L'administration de l'ensemble du Ruanda était rendue difficile du fait du morcellement du Sultanat.

Dès qu'il eut connaissance de cette situation, le Gouvernement belge entreprit des démarches auprès du Gouvernement britannique pour faire modifier la frontière fixée à l'arrangement de mai 1919. Ces démarches aboutirent, il y a quelque temps, à un accord par lequel Gouvernement belge et le Gouvernement britannique demanderaient conjointement à la Société des Nations d'étendre le mandat belge sur le Ruanda jusqu'à la rivière Kagera, limite naturelle de cette région et de placer ainsi, sous l'administration belge, le territoire du Kissaka.

Le Conseil de la Société des Nations, saisi aussitôt de cette demande, la ratifia dans sa dernière session⁽¹⁾ et modifia en conséquence l'article du mandat belge qui

(1) La session d'août à septembre 1923. (Séance du 31 août.)

fixe les limites territoriales de celui-ci. Le Gouvernement du Roi en fut officiellement informé par une lettre du secrétaire général de la Société des Nations en date du 28 septembre dernier.

Il nous plaît de reconnaître que le Gouvernement de S. M. Britannique n'a mis à son accord ni condition ni réserve. Il a voulu, ainsi que le déclare Lord Curzon dans la lettre qu'il adressa à cette occasion à notre Ambassadeur à Londres, donner une preuve de l'intérêt amical qu'il prend au développement colonial belge.

Les négociations furent d'autre part facilitées par l'intervention très bienveillante de la Commission des mandats et du Conseil de la Société des Nations.

Le mandat belge ayant ainsi pris sa forme définitive, le Gouvernement du Roi a l'honneur de le soumettre à l'approbation des Chambres.

Les Chambres trouveront dans les rapports sur l'administration du Ruanda-Urundi qui leur ont été distribués en 1922 et 1923 des renseignements circonstanciés sur cette région et sa population. Nous nous bornerons ici à signaler que dans sa forme actuelle le territoire a une superficie de 54,800 kilomètres carrés et que sa population est estimée de 4 à 5 millions d'habitants.

Le territoire est considéré comme un des plus salubres et des plus riches de l'Afrique Centrale. La population y a atteint un développement social et politique supérieur à celui des autres peuplades de cette partie de l'Afrique. Elle se montre heureuse de notre administration. Celle-ci poursuit avec enthousiasme l'œuvre civilisatrice qui lui a été confiée. La Commission des mandats a tenu à en féliciter à deux reprises déjà le Gouvernement du Roi.

Cette administration repose toujours sur la situation de fait née de la guerre. Il importe donc que le Parlement marque son approbation du mandat, pour donner à celui-ci une base légale. La fixation du statut interne du territoire fera l'objet de mesures législatives ultérieures.

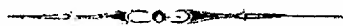
Nous ne voulons pas terminer cet exposé sans rendre, à nouveau, un hommage aux troupes coloniales. C'est à leur vaillance, pendant les campagnes d'Afrique, que le pays doit l'honneur de la mission qui lui a été confiée dans l'Est Africain.

Le Ministre des Affaires Étrangères,

HENRI JASPAR.

Le Ministre des Colonies,

LOUIS FRANCK.



SOCIÉTÉ DES NATIONS.

Mandat Belge sur le territoire de l'Est Africain.

Le Conseil de la Société des Nations :

Considérant que, par l'article 119 du Traité de Paix avec l'Allemagne, signé à Versailles le 28 juin 1919, l'Allemagne a renoncé en faveur des Principales Puissances alliées et associées à tous ses droits sur ses possessions d'outre-mer, y compris l'Afrique orientale allemande ;

Considérant que les Principales Puissances alliées et associées sont convenues, conformément à l'article 22, première Partie (Pacte de la Société des Nations) dudit traité, de conférer un mandat à Sa Majesté le Roi des Belges pour administrer une partie de l'ancienne colonie de l'Afrique coloniale allemande et ont proposé de formuler le mandat dans les termes suivants ;

Considérant que Sa Majesté le Roi des Belges s'est engagée à accepter le mandat sur ledit territoire et a entrepris de l'exercer au nom de la Société des Nations conformément aux dispositions suivantes ;

Considérant qu'aux termes de l'article 22 ci-dessus mentionné, § 8, il est prévu que si le degré d'autorité, de contrôle ou d'administration à exercer par le Mandataire n'a pas fait l'objet d'une convention antérieure entre les Membres de la Société, il sera expressément statué sur ces points par le Conseil ;

Par la présente, confirmant le mandat, a statué sur ses territoires comme suit

ARTICLE PREMIER. (1)

« Le Territoire sur lequel un mandat est conféré à Sa Majesté le Roi des
» Belges (désigné ci-dessous comme mandataire) comprend la partie du territoire
» de l'ancienne Colonie de l'Est Africain allemand située à l'Ouest de la ligne
» suivante :

» Le thalweg de la rivière Kagera, à partir de la frontière de l'Uganda
» jusqu'au point où la rivière Kagera rencontre la frontière occidentale du
» Bugufi ;

» De là, jusqu'au point de jonction de cette frontière avec la frontière orientale
» de l'Urundi ;

» Ensuite les frontières orientale et méridionale de l'Urundi au lac Tanganyika. »

La frontière décrite ci-dessus est indiquée à la carte anglaise ci-annexée à l'échelle de 1/1.000.000, GS GS N° 2932. Les frontières du Bugufi et de l'Urundi ont été indiquées conformément à celles qui se trouvent portées sur le Deutscher Kolonialatlas (Diedrich Reimér, 1:1.000.000, 1906).

(1) Le texte ci-dessous est celui qui résulte de la décision prise par le Conseil de la Société des Nations dans sa séance du 31 août 1923.

ARTICLE 2.

Une Commission de délimitation sera nommée par Sa Majesté le Roi des Belges et Sa Majesté britannique pour le tracé sur place de la ligne frontière décrite à l'article premier ci-dessus.

Si les travaux de cette Commission donnent lieu à contestation la question sera soumise au Conseil de la Société des Nations, dont la décision sera sans appel.

Le rapport définitif de la Commission de délimitation donnera la description exacte de la frontière telle qu'elle aura été déterminée sur le terrain; les cartes signées par les commissaires seront jointes au rapport. Ce document, avec ses annexes, sera établi en triple exemplaire. L'un des originaux sera déposé dans les archives de la Société des Nations, le deuxième sera conservé par le Gouvernement de Sa Majesté le Roi des Belges et le troisième par le Gouvernement de Sa Majesté Britannique.

ARTICLE 3.

Le Mandataire sera responsable de la paix, du bon ordre et de la bonne administration du territoire, accroîtra par tous les moyens en son pouvoir le bien-être matériel et moral et favorisera le progrès social des habitants.

ARTICLE 4.

Le Mandataire ne devra établir sur le territoire aucune base militaire ou navale, ni édifier aucune fortification, ni organiser aucune force militaire indigène, sauf, pour assurer la police locale et la défense du territoire.

ARTICLE 5.

La Puissance mandataire devra :

1° Pourvoir à l'émancipation éventuelle de tous esclaves et, dans un délai aussi court que les conditions sociales le permettront, faire disparaître tout esclavage domestique ou autre;

2° Supprimer toute forme de commerce d'esclaves;

3° Interdire tout travail forcé ou obligatoire, sauf pour les travaux et services publics essentiels et sous condition d'une équitable rémunération;

4° Protéger les indigènes contre la fraude et la contrainte par une surveillance attentive des contrats de travail et du recrutement des travailleurs;

5° Exercer un contrôle sévère sur le trafic des armes et munitions ainsi que sur le commerce des spiritueux.

ARTICLE 6.

La Puissance mandataire devra, dans l'établissement des règles relatives à la tenure du sol et au transfert de la propriété foncière, prendre en considération les lois et coutumes des indigènes, respecter les droits et sauvegarder les intérêts des indigènes.

Aucune propriété foncière indigène ne pourra faire l'objet d'un transfert, excepté entre indigènes, sans avoir reçu, au préalable, l'approbation de l'autorité publique. Aucun droit réel ne pourra être constitué sur un bien foncier indigène en faveur d'un non-indigène, si ce n'est avec la même approbation.

La Puissance mandataire édictera des règles sévères contre l'usure.

ARTICLE 7.

La Puissance mandataire assurera à tous les ressortissants des États Membres de la Société des Nations les mêmes droits qu'à ses propres ressortissants, en ce qui concerne leur accès et leur établissement dans le territoire, la protection de leurs personnes et de leurs biens, l'acquisition des propriétés mobilières et immobilières, l'exercice de leur profession ou de leur industrie, sous réserve des nécessités d'ordre public et de l'observation de la législation locale.

La Puissance mandataire pratiquera, en outre, à l'égard de tous les ressortissants des États Membres de la Société des Nations et dans les mêmes conditions qu'à l'égard de ses propres ressortissants, la liberté du transit et de navigation et une complète égalité économique, commerciale et industrielle, excepté pour les travaux et les services publics essentiels, qu'elle reste libre d'organiser dans les termes et conditions qu'elle estime justes.

Les concessions pour le développement des ressources naturelles du territoire seront accordées par le Mandataire, sans distinction de nationalité entre les ressortissants des États Membres de la Société des Nations, mais de manière à maintenir intacte l'autorité du Gouvernement local.

Il ne sera pas accordé de concession ayant le caractère d'un monopole général. Cette clause ne fait pas obstacle au droit du Mandataire de créer des monopoles d'un caractère purement fiscal dans l'intérêt du territoire soumis au mandat et en vue de procurer au territoire les ressources fiscales paraissant le mieux s'adapter aux besoins locaux, ou, dans certains cas, de développer les ressources naturelles soit directement par l'État, soit par un organisme soumis à son contrôle, sous cette réserve qu'il n'en résultera directement ou indirectement aucun monopole des ressources naturelles au bénéfice du Mandataire ou de ses ressortissants, ni aucun avantage préférentiel qui serait incompatible avec l'égalité économique, commerciale et industrielle ci-dessus garantie.

Les droits conférés par le présent article s'étendent également aux sociétés et associations organisées suivant les lois des États Membres de la Société des Nations, sous réserve seulement des nécessités d'ordre public et de l'observation de la législation locale.

ARTICLE 8.

La Puissance mandataire assurera, dans l'étendue du territoire, la pleine liberté de conscience et le libre exercice de tous les cultes, qui ne sont contraires ni à l'ordre public ni aux bonnes mœurs; elle donnera à tous les missionnaires ressortissants de tout État Membre de la Société des Nations la faculté de pénétrer, de circuler et de résider dans le territoire, d'y acquérir et posséder des propriétés, d'y élever des bâtiments dans un but religieux et d'y ouvrir des écoles, étant entendu, toutefois, que le Mandataire aura le droit d'exercer tel contrôle qui pourra être nécessaire pour le maintien de l'ordre public et d'une bonne administration et de prendre à cet effet toutes mesures utiles.

ARTICLE 9.

La Puissance mandataire étendra aux territoires le bénéfice des conventions internationales générales, applicables à leurs territoires limitrophes.

ARTICLE 10.

La Puissance mandataire aura pleins pouvoirs d'administration et de législation sur les contrées faisant l'objet du mandat. Ces contrées seront administrées selon la législation de la Puissance mandataire comme partie intégrante de son territoire et sous réserve des dispositions qui précèdent.

La Puissance mandataire est, en conséquence, autorisée à appliquer aux régions soumises au mandat sa législation sous réserve des modifications exigées par les conditions locales, et à constituer ces territoires en unions ou fédérations douanières fiscales ou administratives avec les territoires avoisinants relevant de sa propre souveraineté ou placés sous son contrôle, à condition que les mesures adoptées à ces fins ne portent pas atteinte aux dispositions du présent mandat.

ARTICLE 11.

La Puissance mandataire présentera au Conseil de la Société des Nations un rapport annuel répondant à ses vues. Ce rapport devra contenir tous renseignements sur les mesures prises en vue d'appliquer les dispositions du présent mandat.

ARTICLE 12.

Toute modification apportée aux termes du présent mandat devra être approuvée au préalable par le Conseil de la Société des Nations.

ARTICLE 13.

Le Mandataire accepte que tout différend, quel qu'il soit, qui viendrait à s'élever entre lui et un autre Membre de la Société des Nations, relatif à l'interprétation ou à l'application des dispositions du mandat et qui ne soit pas susceptible d'être réglé par des négociations, soit soumis à la Cour permanente de Justice internationale, prévue par l'article 14 du Pacte de la Société des Nations.

Le présent acte sera déposé en original dans les archives de la Société des Nations. Des copies certifiées conformes en seront remises par le Secrétaire Général de la Société des Nations à tous les Membres de la Société des Nations.



Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 3 APRIL 1924.

Wetsontwerp

tot goedkeuring van het mandaat verleend aan België op het grondgebied van Ruanda-Urundi.

MEMORIE VAN TOELICHTING

MIJNE HEEREN,

Den 30ⁿ Mei 1919 hebben Lord Milner, Staatssecretaris voor de Britsche Koloniën en de heer Orts, Buitengewoon Gezant en Gevolmachtigd Minister van Zijne Majesteit den Koning der Belgen, de volgende verklaring onderteeikend.

« De ondergeteekenden hebben de eer aan den Oppersten Raad der Geallieerden het volgende voorstel voor te leggen betreffende het toekennen van mandaten van bestuur over de grondgebieden van Duitsch Oost-Afrika.

» België zal het mandaat van bestuur uitoefenen over het gedeelte van Duitsch Oost-Afrika dat zich uitstrekt ten westen van de op bijgaande kaart in rood aangeduide grens.

» Groot-Brittannië zal het mandaat uitoefenen over de gedeelten derzelfde kolonie die niet aan België zijn toegekend. »

Bij deze verklaring was gevoegd eene beschrijving van de grens aangeduid op de kaart waarop gewezen werd. Deze beschrijving luidde als volgt :

« Van het punt waar de grens tussehen het protectoraat Uganda en Duitsch Oost-Afrika de rivier Mayumba snijdt, in zuid-oostelijke richting, eene rechte lijn eindigend aan de hoogte (1640) op ongeveer 15 kilometers ten zuid-zuid-westen van den berg Gabiro.

» Van daar eene rechte lijn in zuidelijke richting, tot aan den noordelijken oever van het meer Mohari, waar zij eindigt aan den samenloop van een rivier gelegen op ongeveer 2 kilometers 5 ten westen voor den samenloop der rivier Msilala.

» Indien de ontworpen spoorweglijn ten westen van de rivier Kagera tussehen Bugufi en Uganda de hierboven vastgestelde lijn op minder dan 16 kilometers zou naderen, zou de grens naar het Westen verlegd worden volgens een lijn op een minimum afstand van 16 kilometers van de ontworpen spoor-

» weglĳn, zonder evenwel, ten westen, de rechte lĳn te overschĳden, die het
» eindpunt aan het meer Mohasi verbindt met den top van den berg Kĳrĳsa (2100)
» gelegen op de grens Uganda-Duitsch Oost-Afrika, op ongeveer 5 kilometers
» ten zuidwesten van het punt wĳar de rivier Mayumba deze grens snĳdt.

» Van daar, eene lĳn in zuidoostelijke richting tot aan den zuidenlijken oever
» van het meer Mohasi.

» Van daar de waterscheidingslĳn der rivieren Taruka en Mkarange, verlengd,
» naar het Zuiden, tot aan het noordoostelijke punt van het meer Mugesera.

» De mediaanlĳn van het meer Mugesera verlengd naar het Zuiden dwars
» door het meer Seage tot aan de Kagera.

» Van daar, de loop van de Kagera stroomafwaarts tot aan het punt waar zij
» de westelijke grens van Bugufi ontmoet.

» Van daar, deze grens tot aan het punt waar zij de oostelijke grens van
» Urundi ontmoet.

» Van daar, de oostelijke en zuidelijke grens van Urundi tot aan het Tanga-
» nikameer. »

De Opperste Raad, gebruik makend van het recht hem verleend door artikel 119 van het Verdrag van Versailles, willigde het verzoek dat hem was voorgelegd in op 21 Augustus daaropvolgend.

De onderhandelingen tusschen de Geallieerde Mogendheden en den Raad van den Volkenbond voor het opstellen van de termen der mandaten van bestuur over de voormalige Duitse koloniën namen tamelijk veel tijd in beslag.

Zij werden slechts in Juli 1922 definitief vastgesteld en de Raad van den Volkenbond bekrachtigde ze gedurende de zitting die hij op dat tijdstip te Londen hield.

De Algemeene Secretaris van den Volkenbond gaf aan de Regeering des Konings kennis van den definitieven tekst van het aan België verleende mandaat door eenen brief gedagteekend van 23 September daaropvolgend.

De oostelijke grens van het grondgebied Ruanda-Urundi, zooals deze bepaald was door de overeenkomst Orts-Milner, bleek weldra gebrekkig te zijn. Met het oog op het aanleggen van een spoorweglĳn bestemd om Uganda met het Tanganyka Territory te verbinden, welke gedeeltelijk eene reeds door de Duitschers bestudeerde richting zou volgen, had Lord Milner verkregen dat het oostelijke gedeelte van Ruanda, doorgaans « Kissaka » genoemd, bij het onder Britsch mandaat geplaatste grondgebied ingelijfd werd.

Het was een streek van geringe uitgestrektheid. Ruanda had reeds vroeger niet minder belangrijke verminkingen ondergaan en de bevolking had er zich naar geschikt. Maar Kissaka was voor deze laatste van meer bijzonder belang. Het bestuur van geheel Ruanda werd moeilĳk gemaakt door de verbrokkeling van het Sultanaat.

Zoodra de Belgische Regeering van dezen toestand kennis gekregen had, heeft zij stappen gedaan bij de Britsche Regeering om de grens vastgesteld in de schikking van Mei 1919 te doen wijzigen. Deze stappen hadden voor uitslag dat vóór eenigen tijd een overeenkomst gesloten werd waarbij de Belgische Regeering en de Britsche Regeering gezamenlijk aan den Volkenbond zouden vragen het Belgisch mandaat over Ruanda uit te breiden tot aan de rivier Kagera, de

natuurlijke grens dezer streek en zodoende het grondgebied Kissaka onder Belgisch bestuur te stellen.

De Raad van den Volkenbond, aan wien dit verzoek onmiddellijk onderworpen werd, bekrachtigde het in zijn zitting van Augustus-September 1923 (zitting van 31 Augustus) en wijzigde in dien zin het artikel van het Belgisch mandaat waarbij de territoriale grenzen van dit laatste vastgesteld worden. De Regeering des Konings kreeg er officieel kennis van door eenen brief van den Algemeen-Secretaris van den Volkenbond gedagteekend van 28 September j. l.

Wij houden er aan te erkennen dat de Regeering van Zijne Britsche Majesteit hare inwilliging zonder voorwaarde noch voorbehoud gegeven heeft. Zij heeft, zooals lord Curzon verklaart in den brief dien hij te dezer gelegenheid aan onzen Ambassadeur te Londen richtte, een bewijs willen geven van hare vriendschappelijke belangstelling in de Belgische koloniale ontwikkeling.

De onderhandelingen werden van den anderen kant vergemakkelijkt door de zeer welwillende tussenkomst van de Commissie der mandaten en van den Raad van den Volkenbond.

Daar het Belgisch mandaat aldus een definitieven vorm heeft aangenomen, heeft de Regeering des Konings de eer het aan de goedkeuring der Kamers te onderwerpen.

De Kamers zullen in de verslagen over het beheer van Ruanda-Urundi, die hen in 1922 en 1923 werden uitgedeeld, omstandige inlichtingen vinden aangaande deze streek en hare bevolking. Wij zullen hier slechts vermelden dat in zijnen huidige vorm het grondgebied eene oppervlakte van 54,800 vierkante kilometers heeft en dat zijne bevolking op 4 of 5 miljoen inwoners geschat wordt.

Het grondgebied wordt beschouwd als een der rijkste van Midden-Afrika. De bevolking heeft er op maatschappelijk en staatkundig gebied een hoogere ontwikkeling bereikt dan de andere volksstammen in dit gedeelte van Afrika. Zij betoont zich gelukkig over ons bestuur. Het aan dit laatste toevertrouwde beschavingswerk wordt met geestdrift voortgezet. De Commissie der mandaten heeft er aan gehouden de Regeering des Konings reeds tot tweemaal toe er geluk mede te wenschen.

Dit bestuur berust nog steeds op den feitelijken toestand geschapen door den oorlog. Het komt er dus op aan dat het Parlement zijne goedkeuring hecht aan het mandaat om aan dit laatste eenen wettigen grondslag te geven. De vaststelling van het inwendig statuut van het Grondgebied zal het voorwerp van latere wetgevende maatregelen uitmaken.

Wij willen deze uiteenzetting niet sluiten zonder nogmaals hulde te brengen aan de koloniale troepen. Het is aan hunne dapperheid gedurende de Afrikaansche veldtochten dat het Land de eer te danken heeft van de opdracht die aan hetzelve in Oost-Afrika werd toevertrouwd.

De Minister van Buitenlandsche Zaken,

HENRI JASPAR.

De Minister van Koloniën,

LOUIS FRANCK.

VOLKENBOND

Belgisch mandaat over het grondgebied van Oost-Afrika.

De Raad van den Volkenbond :

Overwegende dat door artikel 119 van het Vredesverdrag met Duitschland, geteekend te Versailles den 28^e Juni 1919, Duitschland ten gunste van de Voornaamste Verbonden en Geassocieerde Mogendheden afgezien heeft van al zijne rechten op zijne overzeesche bezittingen, met inbegrip van Duitsch Oost-Afrika ;

Overwegende dat de Voornaamste Verbonden en Geassocieerde Mogendheden overeengekomen zijn, overeenkomstig artikel 22, eerste deel (Pact van den Volkenbond) van gezegd Verdrag, een mandaat te verleenen aan Zijne Majesteit den Koning der Belgen om een gedeelte van de vroegere kolonie Duitsch Oost-Afrika te besturen en voorgesteld hebben het mandaat in de volgende termen uit te drukken ;

Overwegende dat Zijne Majesteit de Koning der Belgen zich verbonden heeft het mandaat over gezegd grondgebied te aanvaarden en ondernomen heeft het in naam van den Volkenbond uit te oefenen overeenkomstig de volgende beschikkingen ;

Overwegende dat volgens de bewoordingen van bovenvermeld artikel 22, § 8, er voorzien is dat indien de graad van gezag, toezicht of beheer door den Lasthebber uit te oefenen niet het onderwerp uitgemaakt heeft van een vroegere overeenkomst tusschen de Leden van den Bond, de Raad dienaangaande uitdrukkelijk uitspraak zal doen ;

Heeft hierdoor, het mandaat bevestigend, over deze termen als volgt uitspraak gedaan :

ARTIKEL ÉÉN (1).

« Het gebied waarover een mandaat verleend wordt aan Zijne Majesteit den » Koning der Belgen (hieronder aangeduid als lasthebber) omvat het deel van » het grondgebied der vroegere kolonie Duitsch Oost-Afrika gelegen ten westen » der volgende lijn :

» De thalweg der rivier Kagera, van de grens van Uganda tot aan het punt » waar de rivier Kagera de westelijke grens van Bugufi ontmoet.

» Van daar tot aan het vereenigingspunt van deze grens met de oostelijke » grens van Urundi.

» Vervolgens de oostelijke en zuidelijke grens van Urundi tot aan het meer Tanganika ».

De hierboven beschreven grens is aangeduid op de hierbijgevoegde Engelsche kaart, op de schaal van 1/1,000,000 G. S. G. S. N° 2932. De grenzen van Bugufi en van Urundi werden aangeduid overeenkomstig degene die in den « Deutscher Kolonialatlas » (Dietrich en Reimer), schaal 1/1,000,000 datum 1906, aangegeven staan.

(1) De hieronder staande tekst is deze die voortspuit uit het besluit genomen door den Volkenbond in zijne zitting van 31^e Augustus 1923.

ARTIKEL 2.

Eene Afbakingscommissie zal benoemd worden door Zijne Majesteit den Koning der Belgen en Zijne Britsche Majesteit voor de afbakening ter plaatse van de grenslijn beschreven in artikel 1 hierboven.

Indien de werkzaamheden dezer Commissie aanleiding geven tot oneenigheid, zal de aangelegenheid onderworpen worden aan den Raad van den Volkenbond, wiens beslissing zonder hooger beroep zal zijn.

Het definitief verslag der Afbakingscommissie zal de juiste beschrijving der grens geven zooals zij op het terrein zal vastgesteld zijn; de kaarten, door de Commissarissen ondertekend, zullen bij het verslag gevoegd worden. Dit document met zijne bijlagen zal in drievoudig exemplaar opgemaakt worden. Een der oorspronkelijke stukken zal in het archief van den Volkenbond neergelegd worden, het tweede zal door de Regeering van Zijne Majesteit den Koning der Belgen en het derde door de Regeering Zijner Britsche Majesteit bewaard worden.

ARTIKEL 3.

De lasthebber zal verantwoordelijk zijn voor den vrede, de goede orde en het goede beheer van het grondgebied; hij zal door al de middelen die in zijn bereik zijn het stoffelijk en zedelijk welzijn der inwoners doen toenemen en hunnen socialen vooruitgang bevorderen.

ARTIKEL 4.

De lasthebber zal op het grondgebied geene militaire of zeebasis mogen vestigen, noch er eenig vestingwerk bouwen noch er inlandsche strijdkrachten inrichten, tenzij om de plaatselijke politie en de verdediging van het grondgebied te verzekeren.

ARTIKEL 5.

De lasthebbende mogendheid zal moeten :

1° Voorzien in de eventueele vrijmaking van alle slaven en binnen zoo korten tijd als het de maatschappelijke toestanden zullen toelaten, alle huiselijke of andere slavernij doen verdwijnen;

2° Elken vorm van slavenhandel afschaffen;

3° Elken gedwongen of verplichten arbeid verbieden, uitgenomen voor noodzakelijke openbare werken en diensten en mits eene billijke vergoeding;

4° De inboorlingen beschermen tegen bedrog en dwang door een nauwkeurig toezicht over de arbeidscontracten en de aanwerving der arbeiders;

5° Een streng toezicht uitoefenen over den handel in wapens en ammunitie alsmede over den handel in sterke dranken.

ARTIKEL 6.

De lasthebbende mogendheid zal bij het vaststellen der regels betreffende de leenroerigheid van den grond en de overdracht van grondeigendom rekening moeten houden met de wetten en de gebruiken der inboorlingen, hunne rechten eerbiedigen en hunne belangen vrijwaren.

Geen inlandsche grondeigendom zal het voorwerp eener overdracht mogen uitmaken, uitgenomen tusschen inboorlingen, zonder vooraf de goedkeuring der openbare overheid gekregen te hebben. Geen zakelijk recht zal ten voordeele van eenen niet-inboorling op een inlandschen grondeigendom mogen gevestigd worden, tenzij met dezelfde goedkeuring.

De lasthebbende Mogendheid zal strenge regels uitvaardigen tegen den woeker.

ARTIKEL 7.

De lasthebbende Mogendheid zal aan al de onderhoorigen der Staten die lid zijn van den Volkenbond dezelfde rechten verzekeren als aan hare eigene onderhoorigen, wat betreft hun toegang tot het grondgebied en hunne vestiging aldaar, de bescherming hunner personen en goederen, de verwerving van roerende en onroerende goederen, de uitoefening van hun beroep of van hunne nijverheid, onder voorbehoud van de noodwendigheden van openbaren aard en van het naleven der plaatselijke wetten.

Bovendien zal de lasthebbende Mogendheid ten opzichte van al de onderhoorigen der Staten die Lid zijn van den Volkenbond, en onder dezelfde voorwaarden als ten opzichte harer eigen onderhoorigen, de vrijheid van doorvoer en van scheepvaart toepassen alsmede eene volkomen gelijkheid op economisch, commercieel en industrieel gebied, uitgenomen voor de hoofdzakelijke openbare werken en diensten die het haar vrij staat in te richten onder de voorschriften en voorwaarden die haar billijk schijnen.

De vergunningen voor de ontwikkeling der natuurlijke hulpbronnen van het grondgebied zullen door den Lasthebber verleend worden zonder onderscheid van nationaliteit tusschen de onderhoorigen der Staten die Lid zijn van de Volkenbond, maar derwijze dat het gezag van het plaatselijk bestuur onaangetaast blijve.

Er zal geene vergunning worden verleend die den aard van een algemeen monopolie heeft. Deze bepaling maakt geen inbreuk op het recht van den lasthebber om monopolies van uitsluitend fiscaal aard op te richten in het belang van het aan het mandaat onderworpen grondgebied, en ten einde aan het grondgebied de fiscale hulpmiddelen te verschaffen die zich het best aan de plaatselijke behoeften schijnen aan te passen of, in zekere gevallen, ten einde natuurlijke hulpbronnen te ontwikkelen hetzij rechtstreeks door den Staat, hetzij door een aan zijn toezicht onderworpen organisme, onder dit voorbehoud dat er noch rechtstreeks noch onrechtstreeks een monopolie der natuurlijke hulpbronnen zal uit voortspruiten ten voordeele van den lasthebber of van zijne onderhoorigen, noch eenig preferentieel voordeel dat onvereenigbaar zou zijn met de hierboven gewaarborgde economische, commercieele en industriele gelijkheid.

De rechten toegekend door dit artikel strekken zich eveneens uit tot de maatschappijen en vereenigingen ingericht volgens de wetten der Staten die lid zijn van den Volkenbond, onder het eenige voorbehoud der noodwendigheden van openbaren aard en der naleving der plaatselijke wetten.

ARTIKEL 8.

De lasthebbende Mogendheid zal, op het grondgebied, de volledige gewetensvrijheid verzekeren alsook de vrije oefening van al de erediensten die noch met

de openbare orde noch met de goede zeden in strijd zijn; zij zal aan al de missionnarissen die onderhoorigen zijn van elken Staat die lid is van den Volkenbond, het recht geven in het grondgebied binnen te komen, er te reizen en te verblijven, er eigendommen te verwerven en te bezitten, er gebouwen op te richten met een godsdienstig doel en er scholen te openen, met dien verstande echter dat de lasthebber het recht zal hebben een zoodanig toezicht uit te oefenen als zou kunnen noodig zijn voor de handhaving der openbare orde en van een goed beheer, en te dien einde alle noodige maatregelen te nemen.

ARTIKEL 9.

De lasthebbende Mogendheid zal de grondgebieden laten genieten van het voordeel der algemeene internationale overeenkomsten die op de aan hen grenzende grondgebieden van toepassing zijn.

ARTIKEL 10.

De lasthebbende Mogendheid zal volledig recht van bestuur en van wetgeving hebben op de streken die het voorwerp van het mandaat uitmaken : deze gewesten zullen bestuurd worden volgens de wetgeving der lasthebbende Mogendheid als zijnde een wezenlijk deel van haar grondgebied en onder voorbehoud der voorafgaande beschikkingen.

Dienvolgens is de lasthebbende Mogendheid er toe gemachtigd hare wetten op de aan het mandaat onderworpen gewesten toe te passen onder voorbehoud der wijzigingen gevergd door de plaatselijke toestanden, en deze grondgebieden in te richten als tol-, fiscale of bestuurlijke unies of verbonden met de naburige grondgebieden die aan hare souvereiniteit onderworpen of onder haar toezicht geplaatst zijn, op voorwaarde dat de te dien einde getroffen maatregelen geen afbreuk doen aan de beschikkingen van dit mandaat.

ARTIKEL 11.

De lasthebbende Mogendheid zal bij den Raad van den Volkenbond een jaarlijksch verslag indienen waarin zij hare zienswijze te kennen geeft. Dit verslag moet al de noodige inlichtingen bevatten aangaande de maatregelen die genomen werden ten einde de beschikkingen van dit mandaat toe te passen.

ARTIKEL 12.

Elke wijziging, aan de termen van dit mandaat aangebracht, moet vooraf door den Raad van den Volkenbond goedgekeurd worden.

ARTIKEL 13.

De lasthebber stemt er in toe dat elk geschil, van welken aard ook, dat tusschen hem en een ander lid van den Volkenbond ontstaat betreffende de uitlegging of de toepassing van de beschikkingen van het mandaat en dat door onderhandelingen niet kan worden geregeld, aan het Bestendig Hof van Internationale Justitie, voorzien bij artikel 14 van het Pact van den Volkenbond, zou onderworpen worden.

Deze akte zal in het origineel neergelegd worden in het archief van den Volkenbond. Gelijkluidend verklaarde afschriften zullen door den Algemeenen Secretaris van den Volkenbond aan al de Leden van den Volkenbond worden overhandigd.

PROJET DE LOI

approuvant le mandat conféré à la Belgique sur le territoire du Ruanda-Urundi.

Albert,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Nos Ministres des Affaires Étrangères et des Colonies,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Nos Ministres des Affaires Étrangères et des Colonies sont chargés de présenter en Notre Nom aux Chambres législatives le projet de loi dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE.

Le mandat conféré à Sa Majesté le Roi des Belges sur le territoire du Ruanda-Urundi sortira son plein et entier effet.

Donné à Bruxelles, le 25 février 1924.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires Étrangères.

HENRI JASPAR.

Le Ministre des Colonies.

FRANCK.

WETSONTWERP

tot goedkeuring van het mandaat verleend aan België over het grondgebied van Ruanda-Urundi.

Albert,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil.

Op voorstel van Onze Ministers van Buitenlandsche Zaken en van Koloniën,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN BESLUITEN :

Onze Ministers van Buitenlandsche Zaken en van Koloniën zijn gelast het wetsontwerp waarvan de inhoud volgt, in Onzen Naam aan de wetgevende Kamers voor te leggen :

EENIG ARTIKEL.

Het mandaat verleend aan Zijne Majesteit den Koning der Belgen over het grondgebied van Ruanda-Urundi zal zijn geheel en volkomen uitwerksel hebben.

Gegeven te Brussel, den 25^{en} Februari 1924.

Van 's Konings wege :

De Minister van Buitenlandsche Zaken,

De Minister van Koloniën,